



MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Mission de Maîtrise d'Œuvre pour l'étude, la conception et le suivi de réalisation des travaux de création d'une maison de santé pluridisciplinaire à VAGNEY

MAPA-SERV -01-2025

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

POUVOIR ADJUDICATEUR

Commune de Vagney – 12 Place Paul Caritey – 88120 VAGNEY – 03.29.24.70.18.

mairie@vagney.fr

Date et heure limite de réception des offres : 15/07/2025 à 12h00

Ouverture de la Mairie

du lundi au vendredi

de 08h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h00

Article Premier : Objet de la consultation

1-1 : Objet du marché

Le projet consiste dans l'étude, la conception et le suivi des travaux destinés à la création d'une maison de santé pluridisciplinaire à VAGNEY.

L'étude devra intégrer les dimensions techniques, économiques et administratives pour mener à bien la mission de conseil auprès du maître d'ouvrage dans son objectif de réalisation d'une maison de santé sur les lieux et selon les préconisations techniques définies au programme d'opération.

La mission porte également, une fois les différentes solutions techniques choisies par le maître d'ouvrage, dans la définition du projet, sur la réalisation du programme d'opération, la rédaction des pièces de marchés de travaux et le suivi du chantier jusqu'à la réception des ouvrages exécutés.

Lieu d'exécution : VAGNEY (88120).

La consultation pour ce marché public est menée selon la procédure adaptée en application de l'article L. 2123-1 du code de la commande publique.

1-2 : Titulaire du marché :

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom de « le Maître d'Œuvre » sont précisées à l'acte d'engagement.

1-3 – Décomposition en tranche et lot :

Le marché est décomposé en une tranche ferme et une tranche optionnelle correspondant notamment à une planification et réalisation des travaux sur une période de deux ans maximum.

La décomposition des missions est la suivante :

Code	Libellé	Tranche
APS/APD	Avant-Projet Sommaire/Avant-Projet définitif	Ferme
PRO	Projet (comprenant aide aux dossiers de subventions et élaboration des dossiers d'urbanisme)	
ACT	Assistance à la passation des Contrats de Travaux	Optionnelle
VISA	Visa du dossier d'exécution	
DET	Direction de l'Exécution des Travaux	
AOR	Assistance aux Opérations de Réception	

En cas de non réalisation de la tranche optionnelle, l'entreprise ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

1-4 : Sous-traitance :

Le Maître d'Œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le Maître d'Ouvrage en application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-PI.

1-5 : Catégories d'ouvrages et nature des travaux :

Les opérations à réaliser appartiennent à la catégorie « construction d'infrastructures et de bâtiments ».

1-6 : Contenu des éléments de mission :

La mission de Maîtrise d'Œuvre est établie conformément à :

- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la Maîtrise d'Ouvrage publique et ses rapports avec la Maîtrise d'Œuvre privée,
- Le décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de Maîtrise d'Œuvre confiées par des Maîtres d'Ouvrage publics à des prestataires de droit privé,
- L'annexe II de l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de Maîtrise d'Œuvre confiés par des Maîtres d'Ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Le Maître d'œuvre assistera par ailleurs la Commune au montage des dossiers de subvention auprès de tout financeur possible des projets de travaux à l'étude et dument validés par le maître d'ouvrage.

Dans son offre, dès la phase de consultation ou en cours de mission, le Maître d'Œuvre peut choisir d'intégrer la réalisation d'études complémentaires qu'il jugerait nécessaires à la réalisation de l'objectif de la mission. Ces prestations seront alors proposées en Prestations Supplémentaires Eventuelles et devront être validées par le Maître d'Ouvrage.

1-7 : Conduite d'opération :

La conduite d'opération sera assurée par le Maître d'Ouvrage lui-même.

1-8 : Mode de dévolution des travaux :

La dévolution des travaux pourra être prévue par marché en lots et tranches qui seront proposés par le Maître d'Œuvre et validés par le Maître d'Ouvrage.

1-9 : Coordonnateur SPS et contrôle technique :

Le Coordonnateur SPS et le contrôle technique seront désignés par le Maître d'Ouvrage après procédure de publicité et mise en concurrence menée par le maître d'œuvre.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

2-1 : Pièces particulières

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- le règlement de consultation (RC)
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- le programme d'opération (PO) et le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- l'ensemble des éléments du DCE (annexes) qui sont fournis au format électronique.

2-2 : Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI),
- Le décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de Maîtrise d'Œuvre confiées par des Maîtres d'Ouvrage publics à des prestataires de droit privé.
- L'annexe II de l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de Maîtrise d'Œuvre confiés par des Maîtres d'Ouvrage publics à des prestataires de droit privé
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) travaux
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux.

2-3 : Pièces supplémentaires

Sont à disposition du Maître d'Œuvre dans le cadre de sa mission sans tenir lieu de pièces obligatoires les documents suivants :

-Plan sommaire de localisation et d'implantation.

Article 3 : T.V.A. :

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Article 4 : Forfait de rémunération :

4-1 : Modalités de fixation du forfait de rémunération :

La tranche ferme fait l'objet d'un forfait définitif calculé sur la base du premier estimatif tel que précisé à l'Acte d'Engagement.

La tranche optionnelle fait l'objet d'un forfait provisoire, établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du Maître d'Œuvre, et calculé sur la base du montant des travaux tel que fourni lors de la tranche ferme et selon le pourcentage défini à l'Acte d'Engagement au sein de ladite tranche optionnelle.

4-2 : Passage au forfait définitif pour la tranche optionnelle :

Si la tranche optionnelle est confiée au Maître d'Œuvre, la rémunération provisoire deviendra définitive lors de l'acceptation par le Maître d'Ouvrage du PRO et de l'engagement du Maître d'Œuvre sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux.

Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de retenir que dans le cas où la rémunération est calculée au pourcentage, la formule suivante sera appliquée :

Montant définitif de la rémunération = estimation définitive du coût prévisionnel des travaux **x** taux de rémunération de la tranche **optionnelle**

L'estimation définitive est appréciée au niveau de l'élément de mission PRO validé par le Maître d'Ouvrage.

- L'incidence éventuelle, sur les prestations de Maîtrise d'Œuvre, de l'évolution des éléments portés à la connaissance du Maître d'Œuvre, qui ont servi à établir le forfait provisoire de rémunération, est prise en compte dans la négociation du forfait définitif de rémunération.

4-3 : Dispositions diverses :

Ces forfaits sont exclusifs de tout autre émolument au remboursement de frais au titre de la même mission.

Le Maître d'Œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo, c'est-à-dire au mois de remise des offres tel que défini au Règlement de Consultation.

Article 5 : Prix :

5-1 : Forme du prix :

Le prix est révisable. La révision intervient tous les trois mois à compter de la date de notification du marché.

5-2 : Mois d'établissement du prix du marché :

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 (m0 études) fixé par le Règlement de Consultation et l'Acte d'Engagement, c'est-à-dire le mois de remise des offres.

5-3 : Révision du prix :

Le prix sera révisé entre le mois d'établissement du prix initial (c'est-à-dire le mois de remise des offres) et la date d'exécution des prestations (c'est-à-dire le mois auquel chaque élément de mission est remis par le Maître d'Œuvre au Maître d'Ouvrage pour présentation et validation).

Le coefficient de révision C, donnée par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 I_m/I_o$$

dans laquelle I_m et I_o sont les valeurs prises par l'index ingénierie respectivement au mois m0 (mois d'origine) et au mois m (mois de révision).

Ce mois m est déterminé comme suit: index du mois au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est facturable.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le Maître d'Ouvrage doit procéder au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le Maître d'Ouvrage procédera à la révision définitive dès que les index seront publiés.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

L'index de référence de la présente clause de révision est l'index « ingénierie ING » de référence 100 en janvier 1973, ou tout index venant à le remplacer.

Article 6 : Règlement des comptes du titulaire :

6-1 : Les avances :

6-1-1 : Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'engagement, si le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à 12 mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation des prix.

Le remboursement de l'avance est effectué lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant initial du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire au titre d'acompte ou de solde. Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du marché public.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement, etc.) que celles applicables au titulaire du marché en application des articles R. 2191-3 et suivants du code de la commande publique.

6-1-2 : Garanties financières des avances :

Le versement de l'avance forfaitaire est subordonné à la constitution d'une garantie à première demande égale au montant de l'avance consentie ou d'une caution solidaire.

6-2 : Acomptes :

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

6-2-1 : pour l'établissement des documents d'études :

Les prestations incluses dans les éléments APS, APD, PRO ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de chaque élément et réception par le Maître d'Ouvrage (ou réception tacite) telle que précisées à l'article 7.2.3 du CCAP (réception documents / délais).

Toutefois, ces prestations doivent être réglées avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important et que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois (article 11.2 du CCAG-PI). Dans ce cas, l'état périodique, établi par le Maître d'Œuvre comporte le compte-rendu d'avancement de l'étude, indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement d'exécution ; ce pourcentage, après accord du Maître d'Ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

6-2-2 : Pour l'exécution des prestations ACT :

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- Après réception du dossier de consultation des entreprises : 50%
- Après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le Maître d'Ouvrage de (ou des) offres des entreprises : 50%

6-2-3 : Pour l'exécution du VISA

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- Sur production d'un document récapitulatif l'ensemble des études, plans d'exécution, plans de synthèse à remettre par les entreprises qui sont présentées au visa du Maître d'Œuvre : 50%,
- Sur production du même document complété par les dates auxquelles les études, plans d'exécution et plans de synthèse ont été visés par le Maître d'Œuvre, accompagné des justificatifs nécessaires : 50%

6-2-4 : Pour l'exécution des prestations de contrôles d'exécution : (DET et AOR)

Sur la base du montant estimé des travaux de la tranche considérée validée à la phase PRO :

➤ Élément DET (Direction des Travaux)

Les prestations incluses dans l'élément de mission DET sont réglées comme suit :

- En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début : 80%
- A la date de l'accusé de réception, par le Maître d'Ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises : 20%

➤ Élément AOR (Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement)

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- A l'issue des opérations préalablement à la réception : à la date d'accusé de réception par le Maître d'Ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception : 40%
- A la remise du dossier des ouvrages exécutés comprenant notamment les plans de récolement du réseau d'assainissement : 20%
- A l'achèvement des levées de réserves : 40%

6-2-5 : Rémunération des éléments :

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les pourcentages de chaque élément de mission seront précisés par chaque candidat dans l'acte d'engagement.

6-2-6 : Montant de l'acompte :

Le règlement des sommes dues au Maître d'Œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 6-2 ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

➤ Etat périodique :

L'état périodique, établi par le Maître d'Œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le Maître d'Œuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

➤ Projet de décompte périodique :

Pour l'application de l'article 11 du CCAG-PI, le Maître d'Œuvre envoie au Maître d'Ouvrage, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté, son projet de décompte périodique.

➤ Décompte périodique :

Le décompte périodique établi par le Maître d'Ouvrage correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant est évalué en prix de base hors TVA, il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement : l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;

➤ Acompte périodique :

Le montant de l'acompte périodique à verser au Maître d'Œuvre est déterminé par le Maître d'Ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;
- L'incidence de la révision des prix appliquée conformément à l'article 5 du présent CCAP sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et la période précédente ;
- L'incidence de la TVA,
- Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant le récapitulatif des montants ci-dessus augmenté éventuellement des intérêts moratoires dus au Maître d'Œuvre.

Le Maître d'Ouvrage notifie au Maître d'Œuvre l'état d'acompte ; s'il modifie le projet du Maître d'Œuvre, il joint le décompte modifié.

6-3 : Solde :

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues dans le présent CCAP, le Maître d'Œuvre adresse au Maître d'Ouvrage une demande de paiement de solde sous forme d'un projet de décompte final.

6-3-1 : Décompte final :

Le décompte final établi par le Maître d'Ouvrage comprend :

- le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus,
- la pénalité éventuelle pour dépassement de seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le Maître d'Ouvrage, telle que définie à l'article 10-6 du présent CCAP ;

- les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au Maître d'Œuvre en application du présent marché (retard dans la remise des éléments de mission, retard pris dans le cadre des travaux pour des causes autres qu'extérieures ou météorologiques) ;
- la rémunération en prix de base, hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au forfait diminué des éventuelles pénalités.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

6-3-2 : Décompte général – état du solde :

Le Maître d'Ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- le décompte final ci-dessus,
- le récapitulatif du montant des acomptes arrêtés par le Maître d'Ouvrage,
- le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- l'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus,
- l'incidence de la TVA,
- l'état du solde à verser par le titulaire ce montant étant le récapitulatif des postes précédents,
- le récapitulatif des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; ce récapitulatif constitue le montant du décompte général.

Le Maître d'Ouvrage notifie au Maître d'Œuvre le décompte général et l'état du solde. Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le Maître d'Œuvre.

6-4 : Mode de règlement :

Les prestations, objet du marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes par mandat administratif.

En cas de dépassement du délai contractuel, des intérêts moratoires seront appliqués.

Article 7 : Délais – pénalités en phase « Etudes » :

7-1 : Etablissement des documents :

7-1-1 : Délais :

Les délais d'établissement des documents des éléments APS, APD, PRO sont fixés dans l'acte d'engagement. Le point de départ est la date de l'accusé de réception par le Maître d'Œuvre de l'ordre de service de démarrage de l'élément de mission.

Pour les autres éléments de mission ou parties de mission, les délais fixés sont les suivants :

Document	Délais maximum envisagés (jours)
DCE	21
Rapport d'analyse des offres	15
Dossier marché	7
VISA des plans d'EXE	10
Certificats de paiement	10
Décomptes général et définitif	15
DOE	21
En cas de nouvel appel d'offre suite à résultat infructueux, nouveau PRO et nouveau DCE	30

Le point de départ de ces délais est la date de réception de l'ordre de démarrer l'élément ou partie de mission précisé par ordre de service.

7-1-2 : Pénalités pour retard :

En cas de retard dans la présentation de ces documents d'études, le Maître d'Œuvre subit sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé par rapport au montant de l'élément de mission :

Code	Pénalité
APS	1/1000
APD	1/1000
PRO	1/1000
ACT	1/1000
DCE	1/1000
VISA	1/1000
DOE	1/1000

Le montant de ces pénalités peuvent-être déduites des honoraires demandés par le Maître d'Œuvre à l'occasion de chaque acompte périodique ou du décompte final ou global.

7-2 : Réception des documents d'étude :

7-2-1 : Présentation des documents :

Par dérogation à l'article 26 du CCAG-PI, le Maître d'Œuvre est dispensé d'aviser par écrit le Maître d'Ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

7-2-2 : Nombre d'exemplaires :

Les documents d'études sont remis par le Maître d'Œuvre au Maître d'Ouvrage pour vérification et réception. Le CCTP précise pour chaque document le nombre d'exemplaires à fournir. Le Maître d'Ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

7-2-3 : Délais :

Application de l'article 27 du CCAG-PI.

Article 8 : Délais – pénalités en phase « travaux » :

8-1 : Vérification des décomptes mensuels des entrepreneurs :

Au cours des travaux, le Maître d'Œuvre doit procéder conformément à l'article 13 du CCAG applicable aux marchés de travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le Maître d'Œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au Maître d'Ouvrage en vue du mandatement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

8-1-1 : Délai de vérification :

Le délai de vérification par le Maître d'Œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 10 jours à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

8-1-2 : Pénalités pour retard :

Si ce délai n'est pas respecté, le Maître d'Œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 1/50 du montant, en prix de base hors TVA, de la phase DET.

8-2 : Vérification du projet de décompte final des entrepreneurs :

A l'issue des travaux, le Maître d'Œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 13.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

8-2-1 : Délai de vérification :

Le délai de vérification par le Maître d'Œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 10 jours à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

8-2-2 : Pénalités pour retard :

Si ce délai n'est pas respecté, le Maître d'Œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 1/50 du montant, en prix de base hors TVA, de la phase DET.

Si le Maître d'Œuvre n'a pas transmis au Maître d'Ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le Maître d'Ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

A l'expiration de ce délai, le Maître d'Ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du Maître d'Œuvre défaillant.

8-3 : Instruction des mémoires de réclamation :

8-3-1 : Délai d'instruction :

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est de 15 jours à compter de la date de réception par le Maître d'Œuvre du mémoire de réclamation.

8-3-2 : Pénalités pour retard :

En cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, le Maître d'Œuvre encourt sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 1/20 du montant, en prix de base hors TVA, de la phase DET.

Article 9 : Exécution de la mission de Maîtrise d'Œuvre jusqu'à la passation des marchés de travaux :
--

9-1 : Coût prévisionnel des travaux :

Le coût prévisionnel provisoire des travaux est précisé dans l'Acte d'Engagement.

L'exécution des études d'esquisse, puis d'Avant-Projet et Projet permettra au Maître d'Œuvre de s'engager sur un coût prévisionnel de réalisation des travaux.

Après réception du Projet (PRO) par le Maître d'Ouvrage, et s'il est donné suite à la tranche optionnelle, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le Maître d'Œuvre s'engage à respecter sous réserve des sanctions prévues à l'article 9-5 ci-après.

9-2 : Conditions économiques d'établissement :

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo (Mo Etudes) fixé au mois de réception des offres.

9-3 : Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux :

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5,00 %.

9-4 : Seuil de tolérance :

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 9.

L'avancement des études permet au Maître d'Œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux le Maître d'Œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le Maître d'Ouvrage le lui demande.

9-5 : Coût de référence des travaux :

Lorsque le Maître d'Ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le Maître d'Œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte des consultations tous lots confondus (coût de référence).

Ce coût est obtenu en divisant le montant des offres admises par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index ING (ingénierie) pris respectivement au mois Mo des offres travaux ci-dessus et au mois Mo des études du marché de Maîtrise d'Œuvre.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le Maître d'Ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux.

Le Maître d'Ouvrage peut également demander la reprise des études. Le Maître d'Œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le Maître d'Œuvre fait des propositions dans ce sens au Maître d'Ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au Maître d'Ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou engager une nouvelle négociation.

Article 10 : Exécution de la mission de Maîtrise d'Œuvre après la passation des marchés de travaux :

10-1 : Coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Un avenant fixe le montant du coût de réalisation des travaux que le Maître d'Œuvre s'engage à respecter. Le Maître d'Œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet tel que défini dans le programme de travaux et le CCTP ainsi que les comptes-rendus de réunion avec le Maître d'Ouvrage précisant ou modifiant la nature des besoins.

10-2 : Conditions économiques d'établissement :

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo correspondant au mois de remise de l'(ou des) offre(s) ayant permis la passation des contrats de travaux.

10-3 : Tolérance sur le coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5,00%.

10-4 : Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux :

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 10-3.

10-5 : Comparaison entre réalité et tolérance :

Le coût constaté déterminé par le Maître d'Ouvrage après achèvement de l'opération concernée est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'opération concernée et hors révision des prix.

10-6 : Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance :

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini aux articles 10-3 et 10-4, le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux de rémunération t fixé à l'article 2 de l'acte d'engagement multiplié par 2.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération et des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

10-7 : Mesures conservatoires :

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation de l'opération concernée augmenté du coût des travaux non prévus par le Maître d'Œuvre pour répondre au besoin défini (selon l'article 10-1 précité et hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 10-4, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du Maître d'Ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

10-8 : Ordres de service :

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET), le Maître d'Œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination du (ou des) entrepreneur(s).

Les ordres de services doivent être écrits, signés, datés et numérotés, adressés à l'entrepreneur dans un délai de quinze (15) jours dans les conditions précisées à l'article 2.5 du CCAG Travaux.

La carence constatée du Maître d'Œuvre dans la notification des ordres de services l'expose à l'application d'une pénalité dont le taux, par jour de retard – compris entre la date où l'ordre de service aurait dû être délivré et celle où il l'a réellement été, y compris les dimanches et jours fériés – est fixée à 1/20 du montant de la phase DET.

Cependant, en aucun cas, le Maître d'Œuvre ne peut notifier des ordres de service relatifs :

- à la notification de la date de commencement des travaux,
- au passage à l'exécution d'une tranche optionnelle,
- à la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou des travaux non prévus, sans avoir recueilli au préalable l'accord du Maître d'Ouvrage.

Les ordres de service doivent faire l'objet d'une copie adressée au Maître d'Ouvrage.

10-9 : Protection de la main d'œuvre et conditions de travail :

Conformément à l'article 6 du CCAG-PI, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

10-10 : Suivi de l'exécution des travaux :

Conformément aux dispositions de l'article 1-5 du présent CCAP, la direction de l'exécution des travaux incombe au Maître d'Œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteurs des entrepreneurs.

10-11 : Utilisation des résultats :

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre en la matière et l'option A telle que définie au CCAG-PI.

Si les prestations ou les résultats du marché constituent des œuvres originales, son titulaire concède au Maître d'Ouvrage les droits d'utilisation, de reproduction, de représentation et d'adaptation desdites œuvres pour la durée de l'étude, de la construction et de l'utilisation des ouvrages objet du présent marché et ce, à compter de la notification du marché. Cette concession vaut sur le territoire du Maître d'Ouvrage pour assurer les objectifs de ce marché, notamment de son programme fonctionnel.

10-12 : Arrêt de l'exécution de la prestation :

Conformément à l'article 20 du CCAG-PI, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques éléments de mission tels que définis à l'article 1-5 du présent CCAP.

10-13 : Achèvement de la mission :

La mission du Maître d'Œuvre s'achève à la fin du délai de « Garantie de parfait achèvement » ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du Maître d'Œuvre, par le Maître d'Ouvrage, dans les conditions de l'article 27 du CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

10-14 : Travaux modificatifs ou supplémentaires :

a) Définition :

Les travaux modificatifs ou supplémentaires font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs rédigée par le Maître d'Œuvre et comprenant son estimation aux conditions économiques au mois m_0 « Travaux ».

Ces modifications sont classées par le Maître d'Ouvrage sur proposition du Maître d'Œuvre dans l'une des catégories suivantes :

Catégorie 1 : modification dans la consistance ou le coût du projet demandés par le Maître d'Ouvrage ou s'imposant à lui.

L'incidence financière de ces modifications n'est pas prise en compte dans le coût total définitif des travaux. Le Maître d'Œuvre estime l'incidence éventuelle de ces modifications sur la rémunération forfaitaire en la justifiant par éléments de mission.

Catégorie 2 : modifications dans la consistance du projet apportées par le Maître d'Œuvre en cours d'exécution par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptation dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du Maître d'Œuvre.

L'incidence financière de ces modifications est prise en compte dans le coût total définitif des travaux définis à l'article 10-1 ci-dessus.

b) Modalités d'acceptation :

Les fiches de travaux modificatifs, et les propositions de classement, établies par le Maître d'Œuvre, sont soumises à décision du pouvoir adjudicateur.

Les décisions du pouvoir adjudicateur relatives aux travaux modificatifs ou supplémentaires sont portées sur la fiche de travaux modificatifs rédigée par le Maître d'Œuvre.

Dans le cas où le coût des travaux modificatifs, chiffré par les entreprises, est supérieur à l'estimation du Maître d'Œuvre, ce dernier soumettra une nouvelle proposition justifiée pour acceptation et décision du pouvoir adjudicateur.

Article 11 : Résiliation du marché – Clauses diverses :

11-1 : Résiliation du marché :

11-1-1 : Résiliation du marché aux torts du Maître d'Œuvre ou cas particuliers :

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 29 à 37 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes : Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 30 et 32 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le Maître d'Œuvre et acceptées par le Maître d'Ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10%.

Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès, à l'incapacité civile du titulaire (Art. 30.1 du CCAG-PI), ou à tout autre événement de force majeure, les prestations sont réglées sans abattement.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2141-1 et suivants et L. 2143-1 et suivants du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra une indemnité de résiliation calculée en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage égal à 5%.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, la décision de résiliation ne pourra intervenir qu'après l'envoi au titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'une mise en demeure lui enjoignant de se conformer à ses obligations contractuelles, restée sans effet pendant 15 jours à compter de sa date de réception. La notification vaut information de la sanction envisagée et invitation du titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision correspondante ou, à défaut, à la date de notification de cette décision. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité et pourra se voir réclamer des dommages-intérêts en raison de ses manquements contractuels. La décision de résiliation peut prévoir qu'il sera pourvu à l'exécution des prestations, objet du marché, aux frais et risques du titulaire. Dans cette hypothèse, le titulaire n'est pas admis à prendre part, directement ou indirectement, à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge de ce dernier. La diminution éventuelle des dépenses ne lui profite pas.

11-2 : Clauses diverses :

11-2-1 : Conduites des prestations dans un groupement :

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.4 du CCAG-PI sont applicables.

En conséquence, les articles du CCAG-PI traitant de la résiliation aux torts du titulaire (Art. 32) et les autres cas de résiliation (Art. 30) s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une situation prévue à ces articles.

11-2-2 : Saisie-attribution :

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire des paiements auprès duquel serait pratiquée la saisie-attribution du chef de marché et de l'un des cotraitants retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre de ce marché l'intégralité de la somme pour attribution au créancier saisissant.

11-2-3 : Assurances :

Le Maître d'Œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil, notamment une assurance de responsabilité décennale.

Le Maître d'Œuvre devra fournir, avant notification du marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire, si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le Maître d'Ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

11-2-4 : Règlement des litiges :

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nancy est compétent en la matière.

5, place de la Carrière

CO n°20038

54036 NANCY Cedex

Tél : 03.83.17.43.43 / Fax : 03.83.17.43.50

Article 12 : Dérogations au CCAG-PI

Art. 26 dans le 7-2-1 dans le CCAP

ACCEPTATION DU PRESENT CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Fait en un exemplaire original,

Porter la mention manuscrite « *Lu et approuvé* »

A le

Le Maître d'Œuvre (signature et cachet de l'entreprise)